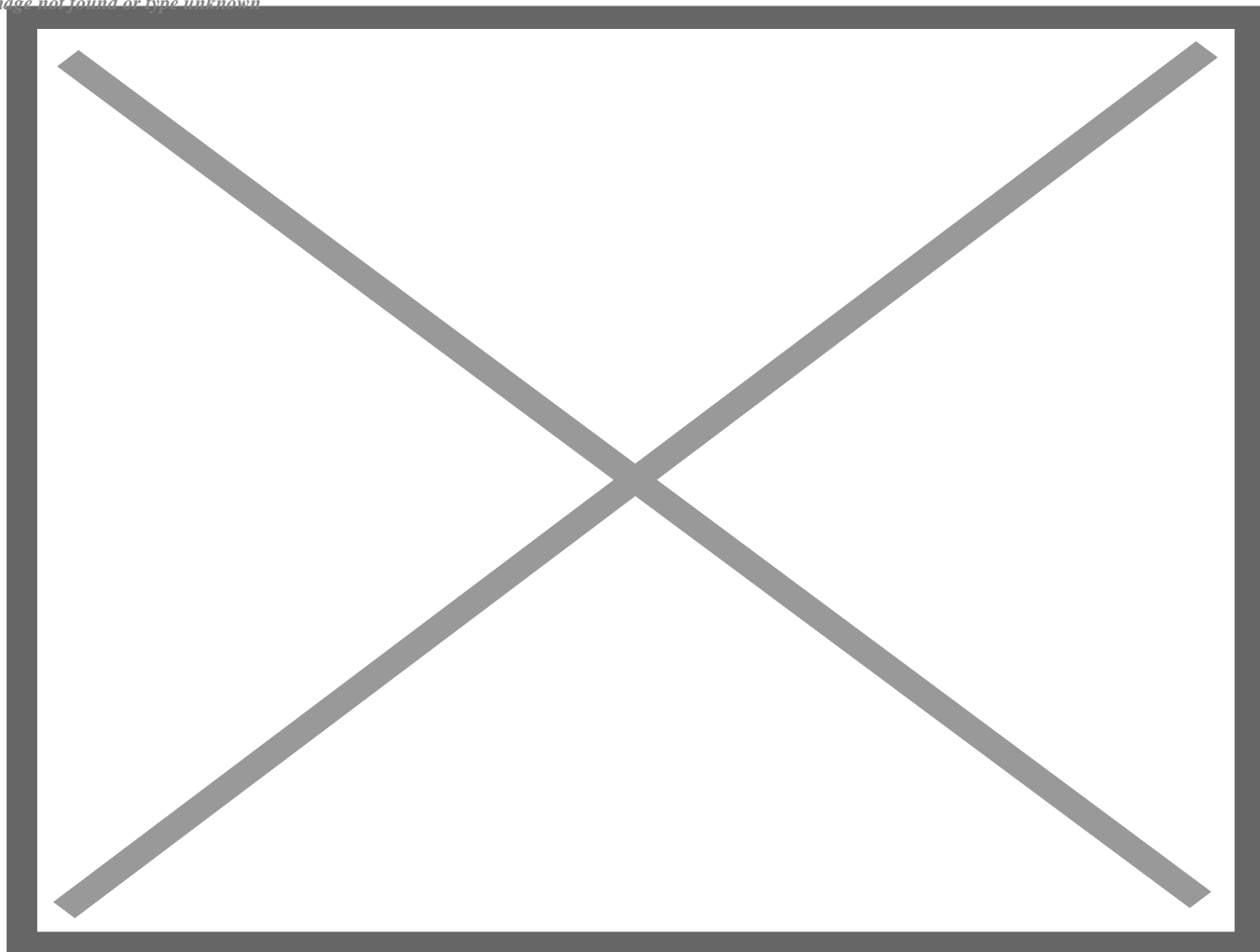


*Le socialisme la seule explication
de notre survie au siège
génocidaire sans renoncer au
développement*

Image not found or type unknown



Le président cubain a rendu compte de sa gestion et ébauché les plans pour le redressement économique du pays.

La Havane, 29 oct. (RHC)- Le président cubain, Miguel Díaz-Canel, a revendiqué le socialisme comme la seule explication de notre survie «au siège féroce et génocidaire sans renoncer à notre développement».

Il a tenu ces propos ce jeudi devant la députation cubaine.

«Il me revient de clore la septième période ordinaire de sessions de la Neuvième Législature et je me présente devant vous, la plus haute représentation de notre peuple, pour exécuter un mandat légal, rendre des comptes et rendre compte de mon administration en tant que Président de la République, sur la base d'évaluations de la situation actuelle de ces temps, des questions sur lesquelles nous avons concentré nos travaux et aussi des questions sur lesquelles nous devons diriger nos principaux efforts».

Après avoir dressé un panorama de la situation mondiale déclenchée par la pandémie de Covid-19, il a fait état de son impact sur Cuba.

«Cuba, pourtant dotée de l'œuvre de justice sociale de la Révolution et d'un système de santé universel et gratuit capable d'un potentiel scientifique, n'a pas pu échapper au coup de la pandémie.

Depuis 2019, l'économie a traversé des conditions exceptionnelles, les effets combinés du renforcement du blocus et de l'escalade de la pandémie ont fait perdre au pays plus de 3 milliards de dollars de revenus».

Des sommes importantes sont passées dans la lutte contre le Covid-19 ce qui a limité la capacité de soutenir l'approvisionnement notamment en aliments et en médicaments et de garantir la stabilité du réseau national d'électricité, ce qui provoque, a-t-il signalé, le malaise et le mécontentement de la population.

Miguel Díaz-Canel a assuré que le service électrique doit s'améliorer car le carburant pour faire tourner les centrales électriques est disponible de même que le financement nécessaire pour leur maintenance.

Il a ensuite abordé une question très sensible en ce moment: l'inflation provoquée par une forte demande et une offre très réduite.

Une des solutions à ce problème, a-t-il dit, est la croissance de l'offre basée sur une plus grande participation des producteurs nationaux à notre marché intérieur.

«Grâce au contrôle atteint sur le Covi-19, un processus graduel d'activité économique et sociale a commencé, auquel devraient contribuer les mesures approuvées pour donner une plus grande autonomie à l'entreprise publique socialiste ainsi que l'amélioration et la diversification des acteurs économiques.

Le plan d'économie et le budget de l'État pour 2022 viseront à projeter la récupération des niveaux fondamentaux d'activité, à obtenir une plus grande autonomie de gestion administrative dans les territoires, à prioriser les mesures compensatoires pour la prise en charge des plus vulnérables et à consolider l'application de la tâche Mise en Ordre, entre autres activités».

Le président cubain s'est également référé aux desseins d'anéantir la Révolution cubaine auxquels Washington n'a jamais renoncés. Il a dénoncé le rôle croissant de l'ambassade des États-Unis dans l'organisation d'actes de provocation visant à la déstabilisation de notre pays.

«Le gouvernement des États-Unis se sert sans pudeur des privilèges dont jouit son ambassade dans notre pays. Des fonctionnaires et des diplomates étasuniens rencontrent fréquemment les dirigeants contre-révolutionnaires, leur offrent des conseils, des encouragements, un soutien logistique et ils

financent directement ou indirectement leurs activités.

Sur leurs plateformes de communication, y compris les réseaux numériques, ils émettent quotidiennement des déclarations offensives qui constituent une ingérence ouverte dans les affaires intérieures de notre pays».

Dans son discours à l'Assemblée Nationale, Miguel Díaz-Canel a dénoncé le grand but de l'opération concertée à Washington: faire croire au monde que Cuba est un État en faillite et que des abus sont commis à l'encontre de ses citoyens.

Il s'agit également d'amener d'autres pays à se joindre aux mesures d'agression économique et d'amener les États-Unis eux-mêmes à prendre des mesures plus ambitieuses, a-t-il ajouté.

Miguel Díaz-Canel a d'autre confirmé la détermination de Cuba de surmonter les difficultés découlant du blocus.

«Le blocus, n'est pas seulement une punition pour la résistance, c'est la méthode quotidienne pour empêcher que le socialisme soit associé à la croissance, au progrès et à la prospérité.

Non, le socialisme n'est pas responsable de nos problèmes ; le socialisme est la seule explication du fait que nous avons survécu à ce siège féroce et génocidaire, sans renoncer au développement».

Miguel Díaz-Canel a d'autre part salué les quatre lois que l'Assemblée Nationale vient d'adopter, lois qui marquent, a-t-il dit, une importante réforme dans l'ordre judiciaire et procédural.

«Ces normes développent le contenu de la Constitution et renforcent les garanties et les droits des citoyens. Elles sont le résultat d'un vaste processus participatif de création de lois, auquel ont contribué, outre la participation des citoyens, des gestionnaires et des spécialistes des tribunaux, du ministère public, des cabinets d'avocats collectifs et des professeurs d'université...Les dispositions approuvées placent le pays à l'avant-garde de la législation la plus avancée et la plus moderne dans ce domaine. Dans un esprit novateur elles réaffirment l'accès de tous à la justice, en élargissant la procédure régulière et en contribuant ainsi à la réalisation du concept d'un État socialiste fondé sur l'État de droit et la justice sociale».

Revenant sur l'inflation, un effet indésirable de la Tâche Mise en Ordre, Miguel Díaz-Canel a promis que le gouvernement révolutionnaire fera tout pour surmonter cette difficulté.

«Nous n'allons mentir en disant que cela va se résoudre d'un simple trait de plume. Je ne peux qu'affirmer que la Révolution ne fera jamais rien en marge des intérêts et des demandes du peuple, et je vous fais part de ma confiance que nous surmonterons aussi ce défi tout comme nous avons relevé d'autres apparemment insurmontables».

Sur ce point, le président Díaz-Canel a souligné qu'aujourd'hui le gouvernement est en meilleure position pour améliorer sa gestion en étroite alliance avec le Pouvoir populaire. «Il n'y a pas, a-t-il dit, de meilleur scénario que l'Assemblée Nationale pour réfléchir à ce que le pays attend du Pouvoir Populaire.

Et il a d'autre part mis en avant le rôle de la participation populaire à la prise de décisions et aux programmes du gouvernement.

«Participation, c'est là l'essence même et la sauvegarde de notre socialisme. Le contraire ne sert que les propos des ennemis de la Révolution visant à faire revenir le capitalisme à Cuba.

La liberté de discussion, l'exercice de la critique et de l'autocritique, de ce que nous faisons mal, de nos problèmes, est vital pour continuer à avancer».

Le président Díaz-Canel a confirmé l'engagement du gouvernement révolutionnaire envers les droits constitutionnels des Cubains et cité en exemple le soutien apporté aux scientifiques, au personnel soignant, aux enseignants, aux travailleurs et aux jeunes qui ont travaillé dur pour endiguer la contagion du Covid-19 et sauver la vie, comme le droit qui permet la jouissance du reste des droits.

Il a d'autre part souligné que les ennemis de la Révolution tentent aujourd'hui d'organiser une marche dans le cadre du manuel de guerre non-conventionnelle en utilisant les droits qu'accorde la Constitution pour tenter de détruire l'œuvre que la Constitution elle-même défend et protège.

«La loi des lois ne peut pas être interprétée à volonté. Encore moins dans l'intérêt de ceux qui sont les premiers à lui manquer de respect».

Miguel Díaz-Canel a rappelé que toute manifestation cesse d'être pacifique à partir du moment où les participants s'y rendent avec l'intention de troubler l'ordre de la vie communautaire et la paix sociale, avec l'intention de subvertir l'ordre constitutionnel.

Miguel Díaz-Canel a d'autre part eu des mots d'éloge pour la communauté scientifique et sa contribution inestimable à la lutte contre le Covid-19.

Il a également reconnu la contribution des Forces Armées Révolutionnaires et du Ministère de l'Intérieur à la mission risquée de produire, transporter et servir de l'oxygène aux hôpitaux pendant les heures les plus critiques du pays.

«Seul un pays organisé, avec des dirigeants unis autour d'un objectif commun: la sauvegarde de la nation, peut se fixer les objectifs les plus élevés dans les moments les plus difficiles».

Le retour graduel à la normale est prévu dans quelques jours, suite à l'amélioration ostensible de la situation épidémiologique. Miguel Díaz-Canel s'est montré optimiste et résolu à ce que personne ne nous gâche la fête.

«Le 15 novembre, Cuba rouvrira ses frontières et les élèves retourneront à l'école. La Havane se réjouira de son anniversaire. La vie reprendra son cours, avec la plus grande joie, mais en restant vigilant. Personne ne va gâcher notre fête.

A Cuba, nous sommes déjà vaccinés contre le Covid-19, alors que nous avons toujours été vaccinés contre la peur. Nous avons une Patrie et nous défendons la vie, et nous continuons à défendre le slogan «La Patrie ou la mort, nous vaincrons».

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/275470-le-socialisme-la-seule-explication-de-notre-survie-au-siege-genocidaire-sans-renoncer-au-developpement>



Radio Habana Cuba